

ENTRETIEN MACRO-Les différends commerciaux ont toujours une portée politique-OFCE - Reuters News

07-Jun-2019 15:14:57

PARIS, 7 juin (Reuters) - L'offensive de grande envergure lancée par les Etats-Unis dans le domaine commercial obéit à des considérations qui débordent le seul cadre économique et sont de nature plus généralement politiques et même électorales, estime Sarah Guillou, économiste à l'OFCE, directrice adjointe du département Innovation et Concurrence.

Les droits de douane imposés par les Etats-Unis ne parviennent pas à rééquilibrer les échanges commerciaux entre les deux pays, pourquoi poursuivent-ils donc dans cette voie?

L'administration Trump soutient que l'amélioration est à venir et se fera avec une accentuation des droits de douane. Mais il existe une forte inertie du côté des volumes échangés qui ne réagissent pas forcément immédiatement ni fortement à des variations de prix (entraînées par les droits de douane). Du coup, à volume quasi-inchangé, les importations sont plus chères et dégradent la balance commerciale à exportations constantes. A moyen terme, si le recul des importations finit par se réaliser, les exportations américaines devraient également baisser, par effet des tarifs sur le commerce mondial, et la balance commerciale pourrait rester à son niveau de déficit.

Pourquoi poursuivre:

- 1) parce que l'on croit que les volumes vont finir par s'ajuster en faveur des Etats-Unis;
- 2) pour obtenir un gain de politique intérieure;
- 3) pour obtenir autre chose des Chinois.

Washington veut-il imposer à la Chine un modèle économique radicalement différent de celui de l'économie centralisée, un modèle qui serait plus « ouvert » ?

C'est l'idée de la troisième option, la pression exercée par l'augmentation des droits de douane est une stratégie pour obtenir l'ouverture du marché chinois aux investisseurs américains sans conditions et un plus grand respect des droits de la propriété intellectuelle. C'est l'argument avancé auprès des entreprises américaines. C'est ce qui explique que soient inclus dans les négociations commerciales les sujets concernant l'équipementier des télécommunications Huawei ou ZTE précédemment.

L'administration Trump est peu concernée, à mon avis, par le centralisme chinois, elle est concernée par les barrières de la réglementation chinoise aux investisseurs et entreprises américains. Par ailleurs, elle est concernée par la concurrence chinoise sur des marchés technologiques dont elle entend garder le leadership, c'est le cas par exemple dans les semi-conducteurs et puces électroniques. L'administration utilise sa politique commerciale et ses lois de protection de la sécurité pour mettre à mal la compétitivité chinoise.

Cet objectif ne comporte-t-il pas une contradiction puisque, pour des raisons évoquées de sécurité nationale, les Etats-Unis ne sont guère disposés à multiplier les exportations "high tech" vers la Chine ? En quoi les Etats-Unis profiteraient-ils d'une économie chinoise plus "ouverte"?

C'est une vision strictement non coopérative et unilatérale: l'ouverture aux entreprises américaines sans conditions (leur permettant de protéger leur propriété intellectuelle sans être obligées de la céder) et un affaiblissement de la compétitivité technologique chinoise. Les Etats-Unis veulent bien vendre des produits high tech mais sans transférer leurs technologies. Dans le cas de Huawei, il est exact que les Etats-Unis prévoient d'interdire les exportations de composants électroniques et de services technologiques, utilisés par Huawei, mais c'est moins pour entraver les entreprises américaines que pour paralyser Huawei et le déploiement de la 5G en Chine.

La Chine, pour sa part, semble orienter sa politique économique davantage vers la demande intérieure. N'est-ce pas aussi une façon pour elle de se prémunir des aléas du commerce extérieur ?

Pékin a lancé en 2015 un plan nommé "made in China 2025" qui se voulait le pendant du plan "Industrie 4.0" allemand afin de développer une industrie de haute technologie incorporant les nouvelles technologies et plus généralement de devenir la première puissance industrielle en 2049, date marquant le centenaire de la République populaire. Le plan identifiait alors 10 secteurs parmi lesquels la robotique, les technologies médicales avancées, les semi-conducteurs et les véhicules électriques. Ce plan s'inscrit dans une stratégie industrielle de montée en gamme afin d'aborder une nouvelle phase du développement chinois capable de soutenir des salaires et des qualifications plus élevés. L'objectif est aussi clairement de parvenir à des objectifs productifs et s'il le faut à l'aide de soutiens publics massifs voire de contraintes de transfert de technologie imposée aux producteurs étrangers. La politique américaine est une incitation supplémentaire à accélérer l'accession à cette indépendance.

De la part des Chinois, il ne s'agit pas d'un refus du commerce international mais du refus de dépendre de l'extérieur sur des composants stratégiques. La Chine sera probablement très prompte à déverser ses excédents de production sur les marchés internationaux comme cela a été le cas des panneaux solaires, de l'acier, demain des batteries, des véhicules électriques puis des composants électroniques.

Les enjeux des conflits actuels semblent au premier regard uniquement commerciaux, donc économiques; existe-t-il un "agenda" politique derrière cette façade économique ?

En fait les enjeux sont avant tout politiques. C'est souvent le cas pour la politique commerciale dont l'analyse en termes d'économie politique est bien souvent plus explicative qu'une analyse par la théorie économique. La politique commerciale de fondement économique est celle qui respecte les règles de l'OMC: pas de protectionnisme sauf en cas de dumping, de clause de sauvegarde (secteurs mis en difficulté) ou de mesures de rétorsion.

En dehors de ces cas-là, toutes les mesures qui invoquent la sécurité, notamment, sont de nature politiques. L'administration Trump est celle qui a le plus invoqué la loi de 1962 qui autorise le gouvernement américain à mettre en place des droits de douane s'il existe des menaces sur la sécurité nationale. Si les règles de l'OMC acceptent ce motif de sécurité nationale, ce dernier est plutôt utilisé en situation de guerre et est sinon très peu invoqué. D'ailleurs, ce motif, brandi par les Etats-Unis, est jugé comme étant une "option nucléaire" dans la guerre commerciale traditionnelle.

L'agenda de Trump ici est celui des élections et de la satisfaction de son électorat. Mais le plus grave est que soit assumée une approche des relations internationales par le conflit et non par la négociation: c'est le cas avec le Mexique, la Corée du Nord, l'Iran et la Chine, voire avec l'Europe.

Si tel est le cas, dans quelle mesure les Etats-Unis sont-ils prêts à sacrifier la croissance économique – qui se ressent effectivement des conflits commerciaux – pour arriver à leurs fins politiques ?

C'est la seule limite à l'ineptie de cette politique. En effet, cette politique ne sera pas favorable à la croissance et va continuer d'accentuer les inégalités de richesse. Pour le moment, le cycle haussier des Etats-Unis dans lequel est arrivé Donald Trump, puis l'effet expansionniste de sa réforme fiscale dans un contexte de taux d'intérêt et de prix du pétrole bas (et ce malgré les tensions avec l'Iran), soutiennent la croissance américaine. Un retournement est possible mais il sera mondial et les Etats-Unis bénéficieront encore du privilège du dollar qui les autorise à créer du déficit public sans trop de tensions macroéconomiques.

Politiquement, Donald Trump aura beau jeu de fustiger ses partenaires commerciaux, les entreprises américaines qui continuent de produire ailleurs ou la Réserve fédérale qui refusera de baisser les taux d'intérêt. Mais il est certain que le commerce mondial va ralentir, l'inflation américaine devrait augmenter et les inégalités aux Etats-Unis s'accroître. Ce qui est moins certain c'est de savoir si, au moment de la campagne présidentielle, nous aurons assez de recul pour observer clairement ces phénomènes et s'ils seront manifestes pour les électeurs.

(Wilfrid Exbrayat pour le service français, édité par Marc Joanny)

((Service économique; Tel 01 49 49 53 87;))

(c) Copyright Thomson Reuters 2019. Click For Restrictions - <https://agency.reuters.com/en/copyright.html>

Keywords: USA-CHINE/COMMERCE (ENTRETIEN)

nL8N23E1B2 Copy to clipboard

© Thomson Reuters 2019. All rights reserved. [Show more](#)